

Les états généraux de la santé, un nouvel élan pour l'avenir

Au cours des vingt-cinq prochaines années, dans un contexte socio-économique articulé et dynamique se dessinera-t-il un système de santé unique, décentralisé et performant répondant aux besoins de la population ?

Les états généraux de la santé qui visent à cet effet sont officiellement lancés. Pendant trois jours, du 16 au 19 janvier, experts et membres de plusieurs secteurs de la vie nationale vont débattre de la question sanitaire qui embrasse tout un ensemble de paramètres qui participent au bien-être de l'individu.

Avant de signer le livre d'or des états généraux de la santé, **le lundi 15 janvier au Ritz Kinam II**, le président, Michel Joseph Martelly a lancé cet appel : « Faisons en sorte que ces assises soient un véritable élan pour événement qui mobilise experts, parlementaires, maires, CASEC, représentants des chambres de soit pas une démarche pour coucher temps n'est plus au constat mais à t-il demandé que les participants à (17, 18 et 19 janvier 2012) prennent démographique incontournable, notre réalité sociologique et culturelle complexe pour que des solutions appropriées soient apportées aux contraintes affectant le secteur de la santé. »



l'avenir. » Il a souhaité que ce grand participants de tous les secteurs, délégués de ville, police nationale, commerce, partis politiques, ONG, ne de grands projets sur papier. « Le l'action », a-t-il fait observer. Aussi a- ces assises qui dureront trois jours en compte « notre réalité

Une plate-forme pour plus de réflexions

« Les états généraux de la santé qui s'ouvrent en cette cérémonie constituent une plate-forme à partir de laquelle nous avons à tourner encore plus une réflexion vers l'avenir. Il s'agit d'approfondir les considérations formulées dans chacun des dix départements entre tous les acteurs évoluant dans le domaine médical ou d'en d'autres s'y afférant pour construire ensemble une meilleure vision de notre système de santé d'ici une vingtaine d'années », a-t-il déclaré tout en soulignant que le gouvernement, bien qu'il priorise l'éducation, l'emploi, l'état de droit, l'environnement et l'énergie, ne perd pas de vue que la santé est l'une des toutes premières préoccupations des Haïtiens et Haïtiennes.

« Les concepts de santé imposent une dimension globale pour permettre à l'être humain d'évoluer et de s'épanouir. Il ne s'agit plus de ne pas être malade, mais de vivre bien le plus longtemps que possible », a rappelé le président de la république.

Dans le même cheminement de pensée, le premier ministre, le Dr Garry Conille, a déclaré : « La santé est un facteur sans lequel aucun développement durable n'est possible. Elle n'a pas de prix, mais elle a un coût. C'est une richesse que tout être humain aspire à posséder. Cela nécessite d'énormes sacrifices de la part des professionnels de la santé, des gouvernements, des partenaires en développement du secteur privé, de la société civile et des populations. »

Pour que les actions en matière de santé impliquent tous les acteurs et profitent à tous, a-t-il indiqué, il est nécessaire d'une part, d'évaluer périodiquement les politiques publiques mises en œuvre et, d'autre part, d'organiser des fora de concertation dans le but d'assurer un consensus autour des principales orientations et stratégies à dégager pour l'avenir.

Aussi a-t-il noté, « l'organisation de ces états généraux de la santé s'inscrit dans le cadre de la révision de la politique sanitaire nationale et de l'élaboration du plan national stratégique secteur santé 2012- 2021. » Il a signalé par ailleurs à l'assistance que ces états généraux de la santé se tiennent au moment où s'élabore la stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2016 qui s'inscrit dans un contexte post-séisme 2010.

Il a souhaité que « ces états généraux tous les hôpitaux et centres de santé un plateau technique qualifié, une ère santé sont disponibles à toute heure du pays pour offrir aux patients des nouvelle où le système de une posture proactive, sans faille ni toute épidémie dont le choléra que je sécurité nationale. »



soient le début d'une ère nouvelle où fonctionnent à plein rendement avec nouvelle où les médecins et agents de dans toutes les institutions publiques soins diligents et compétents, une ère surveillance épidémiologique assure répit afin de prévenir et de contrôler considère comme un problème de

Les interrogations nécessaires du premier ministre

Le Dr Conille, pour se répéter, a souligné, comme il l'avait fait le jour de l'installation de la ministre de la santé, de certaines de ses inquiétudes. Mettant de côté son discours, il a fait ce constat : « En 2002, j'ai participé personnellement à l'élaboration du document sur la "Stratégie nationale de santé". J'étais entouré de gens excessivement qualifiés, des techniciens nationaux et étrangers. » Le document produit, il l'avait jugé très bon.

Mais pourquoi n'avait-il pas été appliqué ? Devait-on réinventer la roue ? « Les formules et les modèles existent. » Que faut-il se demander au cours des trois prochains jours ? Pourquoi n'avons-nous pas pu mettre en œuvre les stratégies et les activités qui sont pourtant bien connues et éprouvées ? Comment allons-nous travailler différemment pour qu'enfin on voie un changement profond dans la situation des mères qui meurent en donnant naissance ?

Pour des soins équitables et accessibles

La ministre de la Santé publique, le Dr Florence D. Guillaume, a donné le ton : « Aujourd'hui, il est question de sortir de la logique de projets et d'ONG pour évoluer vers la mise en place de régimes de soins équitables et accessibles à la population sur toute l'étendue du territoire national. »

Selon le Dr Guillaume, « les objectifs de la nouvelle loi de santé publique ne devraient pas simplement intégrer, parmi d'autres impératifs, la nécessité de réduire les inégalités de santé, mais ces objectifs devront être déterminés par une ambition structurante, celle de modifier irrémédiablement les déterminants de l'aspect aux soins, de la prévention au traitement tout en mettant en place des systèmes. »

Réitérant son appel aux accents forts du premier jour de son entrée en fonction au MSPP, elle a scandé : « Il est temps aujourd'hui que les politiques de santé arrêtent de se réduire à des politiques d'offre aux partenaires. Elles doivent être construites sur la compréhension réelle de nos déterminants collectifs aussi bien qu'individuels et sur la demande de prévention et de soins exprimée par nos concitoyens. »

Mais, elle a reconnu qu'un énoncé de principe ne suffit pas. « Pour agir efficacement, il faut se donner des moyens appropriés », la problématique des obstacles sujet qui devait alimenter les débats au Ritz Kinam II cette semaine. En d'autres mots, le Dr financement de la santé en ayant l'utilisateur au centre du système non mais aussi comme financeur



a-t-elle noté. Aussi a-t-elle soulevé financiers à l'accès aux soins. Un débats au Ritz Kinam II cette Guillaume a mis en exergue « le comme philosophie de mettre seulement comme bénéficiaire quand il en a les moyens, l'Etat se réservant la charge des moyens pour les plus faibles de la chaîne sociale. »

Cette approche de financement, a-t-elle poursuivi, « devrait nous permettre de tendre progressivement non seulement vers moins de dépendance d'ici 20 – 25 ans, mais aussi et surtout vers la pérennité de nos acquis. » A cet égard, les aspects légaux, la problématique des ressources humaines, une nouvelle vision de la chose publique, sont pris en compte par la ministre qui, sur le chapitre de la gouvernance, a, une nouvelle fois, réaffirmé les principes de base qui nous guideront : rationalisation, alignement, coordination, transparence et gestion axée sur les résultats.

Article de Claude Bernard Sérant